

Impasse ou mauvaise route ?

SERGE CANTIN, *La souveraineté dans l'impasse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 250 pages

Denis Monière

Volume 9, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73003ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Monière, D. (2014). Compte rendu de [Impasse ou mauvaise route ? / SERGE CANTIN, *La souveraineté dans l'impasse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 250 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(1), 15–16.

IMPASSE OU MAUVAISE ROUTE?

Denis Monière
Politologue

SERGE CANTIN

LA SOUVERAINETÉ DANS L'IMPASSE

Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 250 pages

Même si ce livre est un recueil d'articles que l'auteur a publiés durant les quinze dernières années, il n'en conserve pas moins sa pertinence dans le contexte actuel de désarroi du mouvement souverainiste. Ces articles nous rappellent que des intellectuels se sont évertués depuis le référendum de 1995 à mettre le Parti québécois en garde contre sa dérive provincialiste et électoraliste dont les conséquences néfastes se sont manifestées avec force le 7 avril dernier. Toutefois, la lucidité ne semble pas suffisante pour changer le cours des événements dans la mesure où ces voix n'ont pas été entendues.

Cantin nous incite à réfléchir aux sources intellectuelles de l'impasse où se trouve le projet souverainiste. Sa réflexion s'inspire des analyses de Fernand Dumont qui est son maître à penser et dont l'œuvre, à son avis, peut nous aider à mieux comprendre l'impasse où se trouve le Québec. Cette défense et illustration des thèses «dumontistes» donne lieu à des passes d'armes philosophiques avec quelques adversaires du sociologue de Laval dont Gérard Bouchard qui n'en sort pas grandi. Mais ce genre a aussi l'inconvénient d'engendrer quelques redites comme des citations de Dumont répétées deux ou trois fois, celle entre autres sur la mythique nation québécoise. Ces répétitions servent cependant de fil conducteur au cheminement de l'auteur dans les brumes de l'inconscient québécois habité par l'inquiétude, l'incertitude, le doute, les sentiments d'échec et d'inachèvement.

Même si l'auteur, comme son maître, ne renonce pas à l'espérance, il se dégage de ce livre un parfum de défaitisme, car, que faire du diagnostic d'une maladie qu'il qualifie lui-même d'atavique et pour laquelle il n'y a pas de remède connu si ce n'est de continuer à réfléchir. Il nous le dit d'emblée: pour lui, il est désormais «moins urgent de démontrer l'urgence de faire la souveraineté que de comprendre pourquoi elle ne s'est pas faite et risque fort de ne jamais se réaliser» (p. 75).

Reconnaître qu'il y a impasse serait donc le premier pas vers la guérison. Comme tout philosophe doit attacher de l'importance au sens des mots, lorsqu'on évoque une impasse, on en déduit forcément, si on file la métaphore, qu'il faut revenir en arrière et

prendre un autre chemin. Mais où s'est-on trompé de route?

Selon Cantin, le mal proviendrait de la définition de la nation québécoise et l'impasse de la souveraineté résulterait de la dissociation entre le culturel et le politique. L'erreur en serait une d'identité. Le souverainisme ou le nationalisme québécois se serait égaré en voulant inclure tous les Québécois dans la définition de la nation, en faisant ainsi table rase du passé canadien-français. La Révolution tranquille a perverti le sens de l'histoire en brisant le lien avec le passé et en lessivant la mémoire collective. Il y aurait eu processus d'autodéracinement culturel amplifié par les pressions de la mondialisation.

Le fait est que nous n'avons pas su digérer, assimiler, recréer notre héritage historique, que nous n'avons pas encore réussi à donner un avenir à notre mémoire (p. 56).

La Révolution tranquille n'a pas effacé la conscience canadienne-française, elle a eu pour effet de fragmenter l'identité collective et d'introduire la contradiction au sein du peuple québécois alors qu'auparavant l'unanimité régnait au pays du Québec.

Nous avons perdu en quelque sorte le fil de notre histoire. Au lieu d'assumer notre passé pour le dépasser, nous l'avons tout simplement répudié et oublié au risque de devenir un peuple sans mémoire et ballotté par les impératifs du temps présent. Nous avons perdu nos repères culturels au sens dumontien, nous nous sommes égarés dans les marais de la modernité et du multiculturalisme. Nous aurions ainsi réalisé par nous-mêmes la prédiction de lord Durham en devenant un peuple sans histoire et qui ne fera pas l'histoire parce qu'il a perdu sa raison d'être comme peuple.

Cette impasse-là, qui est celle d'une nation sans esprit, sans référence commune et communautaire, celle d'un nationalisme qui, parce qu'il repose sur une dissociation du spirituel et du politique, sur une laïcité «sans principes», semble de moins en moins capable non seulement de se défendre contre ses ennemis extérieurs, mais de se justifier à ses propres yeux (p. 28).

Pour Cantin, les principaux responsables de cette déliquescence de la conscience collective sont les intellectuels mondialisés, «sans solidarité avec le peuple», qui ont escamoté l'héritage canadien-français pour



lui substituer une conception dite civique de la nation et préconiser un souverainisme sans nationalisme.

Ainsi, nos universitaires spécialistes-de-la-question-nationale accouchèrent-ils, comme il se doit, d'un souverainisme abstrait, aseptisé, dénationalisé, garanti «ethnicité zéro», un souverainisme on ne peut plus civique et politiquement correct du point de vue néolibéral dominant (p. 52).

Dans un esprit qui n'est sans doute pas étranger à notre atavisme catholique féru d'œcuménisme, la finalité du projet national fut redéfinie: s'oublier soi-même pour s'ouvrir aux autres et faire du Québec une société inclusive et multiculturelle. Ce faisant, il devenait impossible dans une société des identités de faire appel à des raisons communes pouvant justifier l'accession à l'indépendance. Cette logique était vouée à l'échec d'autant plus que «les autres», comme on dit, c'est-à-dire les anglophones, les allophones et les autochtones ne voulaient pas appartenir à cette nation québécoise parce qu'ils appartenaient déjà à une autre nation multiculturelle.

Le Parti québécois fut une victime consentante de cette illusion. Ses dirigeants, surtout depuis l'échec référendaire de 1995, étaient obnubilés par le regard de l'autre qui s'ingéniait à discréditer le projet national québécois en l'associant à de l'ethnicisme. Pour se déculpabiliser et faire preuve de modernité, ils se rallièrent au modèle du multiculturalisme canadien et reportèrent aux calendes grecques la réalisation de l'indépendance. En attendant, il suffisait de proclamer sa foi souverainiste sans jamais exiger que les œuvres suivent. Le projet de faire l'indépendance n'était qu'un horizon qui s'éloignait de plus en plus.

Que faire après un constat aussi désolant de démission collective? Quelle alternative reste-t-il aux Québécois pour orienter leur avenir politique? Cantin ne fournit pas de réponse claire à cette question, mais on peut décrypter ses analyses et penser qu'il penche pour un retour à l'idéologie de la survivance comme le suggère sa mise en valeur du rôle

VOIR IMPASSE

suite à la page 16

IMPASSE

suite de la page 15



des réformistes qui ont su par des compromis préserver la société canadienne-française de la disparition après l'échec des Rébellions. Ainsi le Québec aurait fait sa révolution en revenant à son point de départ. De la révolution tranquille, il faudrait maintenant aller vers la régression tranquille.

Au royaume des interprétations règne la diversité. Le point de vue développé par Cantin n'est pas la seule lecture possible de ce que l'auteur appelle l'impasse. On peut d'ailleurs douter qu'il n'y ait qu'une seule cause au déclin du souverainisme, soit la définition civique de la nation. Un politologue n'a pas nécessairement le même regard qu'un philosophe et à mes yeux il y a deux impensés dans l'analyse de Cantin qui peuvent donner lieu à une autre interprétation du blocage de la société québécoise.

Ma principale réserve concerne le postulat de Cantin qui soutient que la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française: «Quarante ans après la Révolution tranquille, nous ne sommes plus des Canadiens français» (p. 196). Pour ma part, je pense que l'impasse où se trouve le souverainisme vient du fait que la culture canadienne-française n'est pas reléguée au passé, qu'elle est toujours à l'œuvre dans les replis de la conscience québécoise et que ce sont des Canadiens français qui ont empêché l'accession à l'indépendance en 1995. Ce ne sont pas les anglophones et les allophones qui ont bloqué la route de l'indépendance, mais le 40 % de francophones qui ont voté non parce qu'ils se définissaient comme Canadiens français, c'est-à-dire attachés au Canada qui à leurs yeux est la meilleure garantie de survivance. Ce sont ceux qui ont accepté le statut de minorité et qui adhèrent à l'idéologie de la survivance qui ont dit non à la liberté collective. La Révolution tranquille n'a pas effacé la conscience canadienne-française, elle a eu pour effet de fragmenter l'identité collective et d'introduire la contradiction au sein du peuple québécois alors qu'auparavant l'unanimité régnait au pays du Québec. C'est ainsi que nous avons fait notre entrée dans la modernité et avons acquis une certaine maturité, toute chose étant relative.

Ce n'est donc pas l'oubli ou la perte de mémoire qui entrave l'accès à la souveraineté, mais l'emprise d'une autre mémoire sur une part significative du peuple québécois, la mémoire du minoritaire qui a su survivre dans le cadre canadien. C'est l'incapacité de penser la rupture avec le Canada qui est la source du problème. Le Parti québécois qui s'est prétendu porteur du projet souverainiste a lui-même intériorisé cette logique de la collaboration instillée dès les lendemains de la conquête en remplaçant le concept d'indépendance par celui de souveraineté plus adaptable et en proposant la souveraineté-association comme seul possible à notre destin collectif.

L'autre impensé dont Cantin n'a pas le monopole, mais qui participe de l'impasse qu'il veut comprendre, est l'incapacité de penser le rôle du fédéralisme canadien et ses effets délétères sur la conscience collective. L'auteur ne fait aucune référence au Canada et au fonctionnement de ses institutions pour analyser le blocage de la société québécoise comme si le Québec vivait en vase clos. Trop souvent les nationalistes pensent le Québec en faisant abstraction du Canada comme si l'indépendance était faite du moins dans leur tête. Or, les faits sont têtus et il faut en tenir compte si on veut éviter les éternels recommencements.

Si la fonction du philosophe est de faire réfléchir les autres, on peut dire que ce livre est une réussite même s'il ne donne pas de directions claires pour sortir de l'impasse. ❖



GAÉTAN ST-PIERRE
QUAND LA RUE PARLE
Québec, Septentrion, 2014,
171 pages

Gaétan St-Pierre a été longtemps professeur de littérature au collègue Ahuntsic et titulaire du cours d'histoire de la langue dans le programme de lettres. C'est un passionné des mots. Il les collectionne, les décortique, les retourne en tout sens, les replace dans leur contexte pour mieux nous conter leur évolution, leurs histoires et de ce fait la nôtre. Cette gymnastique d'étymologiste donne sous sa plume des ouvrages fort intéressants.

Quand la rue parle fait suite à *Histoires de mots solites et insolites*, publié chez Septentrion en 2011, un ouvrage dans lequel l'auteur proposait déjà un voyage dans l'histoire des mots. Ceux-ci avaient été choisis en raison de leur origine et de leur histoire surprenante. Cette fois, c'est le printemps des carrés rouges 2012 qui a inspiré à l'auteur cette exploration du vocabulaire des luttes populaires et politiques d'ici et d'ailleurs, répression comprise.

Le vocabulaire, nous rappelle Gaétan St-Pierre, «est la composante de la langue, la plus changeante, la plus malléable.» Il nous invite donc à suivre, au fil des siècles, les glissements de terrain qui font qu'un mot change de sens. Prenons le verbe «mobiliser» par exemple. L'auteur note que ce très vieux mot est apparu au XVIII^e siècle, est passé du vocabulaire du droit financier à celui du domaine militaire puis, par extension, dans d'autres domaines de la vie sociale. Bon, il n'y a rien là, me direz-vous! Lisez alors comment partant du verbe se mobiliser l'auteur aboutit au mot meuble et à l'expression sauver les meubles. À n'en pas douter, l'étymologie peut rimer avec plaisir et donner plus que jamais le goût de défendre notre langue bec et ongles.

Pas d'ordre alphabétique dans ce livre qui n'a rien d'un dictionnaire bien que ce soit de mots, de leurs origines et de leur sens dont il est question. Pas de chapitre non plus. Seulement des rubriques que l'auteur fait succéder les unes aux autres en enchaînant par exemple celle qui traite de «Grève ou boycottage?» à celle intitulée «Du piquetage, des scabs et le brasse-camarade qui s'ensuivent», pour poursuivre avec le même humour avec «Poivre et matraque: bas les masques de la répression».

Peut-on parler ici d'étymologie engagée comme l'auteur le suggère? Sans aucun doute. Le parti pris de l'auteur est clair. Gaétan St-Pierre a l'art de fouiller les mots de la révolte pour expliciter ce qui s'est passé pendant le printemps érable entre les étudiants et le pouvoir en place, un pouvoir qui «s'est livré, dans le discours officiel, à un véritable détournement du sens des mots à des fins idéologiques comme grève, droit à l'éducation ou juste part». À propos d'engagement, on apprend (pages 105 à 107) que ce mot est très ancien, mais ne prend son sens de prendre parti publiquement que dans les années 1945. C'est avec un brin d'humour encore que l'auteur montre comment «le lien étymologique entre engagement politique et gage(s) s'est complètement effacé, et pour cause: l'artiste, l'intellectuel engagé prend parti sans gage («garantie») ni gages («rémunérations»).»

Quand la rue parle comprend de nombreuses références à l'histoire, à la vie politique et parfois à la littérature. Des encadrés et des reproductions d'affiches de propagande viennent habilement reposer le lecteur de l'exercice étymologique pur. On trouve par exemple, sous la rubrique «Loi matraque», une liste des lois d'exception qui ont sévi chez nous de l'après-guerre à aujourd'hui, un extrait des *Misérables* où Victor Hugo se penche sur les composantes de l'émeute, un poème d'Aragon, un extrait du manifeste de la CLASSE *Nous sommes à venir*, un résumé d'une nouvelle de Jack London et bien d'autres choses encore.

Bref, un bon livre à garder sous la main pour tous les indignés et les amoureux de la langue française.

Françoise Bouffière
Écrivaine